

POUR EN SORTIR, IL NOUS FAUDRAIT UNE BONNE GUERRE

JEAN-MARC VITTORI / EDITORIALISTE | LES ECHOS LE 08/06 À 14:30



L'ÉDITO
PAR JEAN-MARC VITTORI

Fabien Clairefond pour Les Echos

mais qui va payer ? sur les excès de dettes, les politiques climatiques, le vieillissement des populations, cette question reste sans réponse. Alors pourquoi pas une guerre mondiale ? il existe un bon combat : sauver notre espèce.

de Jean-Marc Vittori

Mais qui va payer ? La question ne se pose pas seulement au restaurant après un bon repas, dans une copropriété suite à une fuite d'eau, ou pour l'industrie des médias face au défi numérique. Elle se pose partout sur la planète. Sans trouver pour l'instant de réponse.

C'est évident sur la question du climat. Au-delà des aléas, la température de la planète monte. Cette montée aura des effets désastreux si elle se poursuit. Et l'homme semble avoir une responsabilité majeure dans cette montée, avec les gaz à effet de serre résultant de son activité économique. Il faut agir – c'est l'enjeu de la conférence internationale qui se réunira à Paris en décembre.

Par une belle matinée de juin, on alla donc écouter des autorités débattre de cette question, dans le bel auditorium du ministère de l'Ecologie. Tout le monde était d'accord : il faut faire payer les pollueurs. L'économiste Christian de Perthuis, qui pilote la chaire « Economie du climat » à l'université Paris Dauphine, proposa un système de bonus-malus. Les pays qui émettent plus de CO2 que la moyenne mondiale paient, les autres reçoivent. Son collègue Jean Tirole, qui préside la Toulouse School of Economics et distingué par le prix Nobel d'économie l'an dernier, souligna l'importance d'avoir un prix unique du carbone dans le monde entier. Il suggère un système de « cap and trade » (on plafonne les émissions de dioxyde de carbone dans chaque pays, puis on échange des droits à émettre d'un pays à l'autre). Des pénalités commerciales seraient appliquées aux importations venant des pays qui ne participent pas, pour les inciter à entrer dans le système.

Gérard Mestrallet, le **PDG** d'Engie, et son collègue de Veolia, Antoine Frérot, réclamèrent chacun à leur manière une tarification du carbone, le premier soulignant non sans malice qu'il était « ORIGINAL » que les entreprises réclament de payer. La ministre Ségolène Royal souligna la « PRISE DE CONSCIENCE ». Six majors pétrolières viennent de réclamer elles aussi une tarification du carbone. Larry Fink, le patron de la première société mondial d'investissement Blackrock, insiste sur la nécessité des entreprises de voir à plus long terme. Une **agence de notation**, Beyond**Ratings**, a été créée pour intégrer les risques climatiques dans l'évaluation des obligations publiques. L'agence Standard & Poor's travaille sur la question. Et le **fonds souverain** norvégien a annoncé qu'il allait vendre les actions d'entreprises travaillant dans le charbon, dont la combustion dégage beaucoup de CO2. Mais au bout du compte, il faudra payer. Jean Tirole : « LE SUJET DIFFICILE, C'EST QUI VA PAYER. LE RESTE, ON SAIT FAIRE. »

L'après-midi de la même journée de juin, on alla écouter d'autres économistes, à l'autre bout de Paris, dans la Maison de la Tunisie, sur un débat a priori différent : les dettes souveraines en Europe. Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et financières, dénonça le « COMPTEUR IMPITOYABLE » de la dette, mais préfère la « VOIE DE LA RAISON » (croissance nominale élevée et politique budgétaire adaptée) à la restructuration. Xavier Ragot, le président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), répondit avec pratiquement les mêmes mots que Tirole quelques heures plus tôt : « LA DETTE N'EST PAS UN PROBLEME ECONOMIQUE, MAIS POLITIQUE. QUI DOIT PAYER ? » Les Grecs aujourd'hui ? Demain ? Les Européens ? Et de distinguer l'Allemagne « QUI VEUT EDUQUER LES EMPRUNTEURS » du FMI « QUI VEUT EDUQUER LES PRETEURS ».

La même question reviendra fatalement à propos des retraites, que le système soit public ou privé, par répartition ou par capitalisation. En France, le régime de retraite par répartition des cadres sera à sec dans trois ans. Aux Etats-Unis, nombre de régimes de retraite par capitalisation entendent servir leurs clients avec un rendement du capital de 6 ou 8%, totalement irréaliste. Et la question devient encore plus aiguë quand on ajoute le financement de la santé. Climat, vieillissement, dettes... Partout, la question est éminemment politique. Mais les politiques ont le plus grand mal à s'en saisir. A convaincre les électeurs de payer.

C'est ici qu'il faudrait une bonne guerre. Car pour financer un conflit, il faut toujours s'évader des règles ordinaires, faire des choix difficiles, transcender les oppositions. Les Etats-Unis sont par exemple réellement sortis de la grande Dépression des années 1930 par l'effort de guerre. Il est alors possible d'accumuler les déficits publics, de faire des emprunts patriotiques ou forcés, de matraquer le contribuable (Franklin Roosevelt monte le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu à... 91% en 1941). Et de tondre l'épargnant, car ceux qui ont encore de l'argent en poche sont alors mal placés pour se défendre.

Mais il serait évidemment stupide de se battre les armes à la main. La France l'a fait pendant des siècles sans grand succès. Les Etats-Unis n'ont pas été très heureux de se battre contre eux-mêmes. Et les boucheries du XXe siècle ont laissé un exécration souvenir. Au siècle du capital humain, il faudra donc trouver une autre forme de guerre. Aussi nécessaire soit-elle, la lutte contre le terrorisme fait petit bras. Aussi juste soit-elle, la croisade contre la pauvreté ne mobilise pas assez les pays riches. Seule une guerre pour notre survie sera assez puissante pour nous faire payer, pour balayer les habitudes, les orthodoxies et les pouvoirs établis. Cette guerre, c'est logiquement le combat pour la planète, pour préserver l'existence de notre espèce, contre les dérèglements climatiques. Il ne reste plus qu'à espérer la tempête parfaite, celle qui déclenchera cette guerre sans faire (trop) de victimes.

JEAN-MARC VITTORI

Commentaires du Comité Pauvreté et Politique sur cet article

Une fois de plus, un article remarquable de Jean-Marc Vittori.

La question qui se pose alors est la suivante : quelles armes pour gagner cette guerre ?

La toute première nous semble être la réforme des comptabilités, pour les élargir aux dimensions sociale et environnementale. Tant qu'on séparera soigneusement, le profit du reste (profit qui est toujours insuffisant) et tant qu'on ne chiffrera pas les dégâts que cette politique entraîne, on n'arrivera à rien. (Surtout avec le système monstrueux de la « Fair Value » qui a montré qu'il était inapplicable en temps de crises !)

La deuxième concerne le PIB. Il faut passer de la culture du PIB à la culture du tableau de bord. Le PIB doit être accompagné systématiquement des aspects sociaux et environnementaux. La croissance pour la croissance pour le profit à court terme = suicide collectif.

Ces deux points doivent être définitivement réglés en France et en Europe avant la conférence sur le climat. Ne dites pas que c'est impossible. C'est possible. Toutes les études préalables existent.

C'est beaucoup plus facile que de conclure un accord avec les américains sur le TTIP avant fin 2015.